L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ, TOUS LES JOURS, PAR JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que PUNION soit conservée."

MARDI MATIN, 4 JUIN 1833.

POUR GOUVERNEUR :

J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 4 juin.

Le courrier du dimanche est arrivé hier, et nous a apporté des gazettes de Philadelphie du 20 mai et de Baltimore du 21. Il est arrivé dans ce dernier port un navire parti de Smyrne le 7 avril, donnant connaissance des nouvelles de la Turquie beaucoup plus récentes qu'elles que nous avons reçues par le Salem. Les autorités turques étaient toujours en possession de Smyrne. On y avait des nouvelles de Constantinople du 30 mars. Les affaires en étaient toujours au même point, et l'on tendait encore les plus grandes espérances sur l'intervention des trois puissances européennes. Le bruit s'était répandu à Smyrne que les Russes étaient entrés à Constantinople, mais au moment du départ du navire on avait eu la certitude que cette nouvelle était dénuée de fondement.

Nous continuons aujourd'hui nos extraits des journaux reçus par le Salem. Quelle que soit l'attitude que prennent à l'égard de la France deux nations puissantes (l'Egypte et la Russie), et dont l'une l'est assez pour inspirer de sérieuses inquiétudes à la nation menacée, le gouvernement de S. M. Louis-Philippe n'a pas l'air de rendre intéressante la position difficile dans laquelle il va se trouver ; les mouvements insignifiants qu'il prend, si toutefois il fait quelque chose qui mérite ce nom, n'annoncent aucune décision, aucun parti arrêté, aucune intention de faire respecter cette nationalité française jadis si fière, si puissante, aujourd'hui tant de fois outragée, indignement outragée depuis la révolution de juillet.

La France a voulu intervenir dans la querelle suscitée entre le sultan Mahmoud et son vice-roi d'Egypte. La Russie a plus fait que vouloir, elle a intervenu en effet dans cette querelle, en envoyant une flotte et une armée au secours du sultan. La France s'en est fâchée ; par l'organe de son ambassadeur, elle a intimé en quelque sorte à la Porte l'obligation de renvoyer la flotte russe à Sébastopol, sous peine, a-t-elle dit, d'abandonner le sultan à lui-même et de ne pas intervenir du tout, de ne pas user de son influence contre le pacha d'Egypte. La Porte a feint de se conformer à ces menaces, elle a feint de demander l'éloignement de la flotte russe, le commandant de la flotte a feint d'avoir l'intention de s'éloigner mais n'a pas fait lever une seule de ses ancres ; c'est-à-dire que malgré le ton tranchant qu'il a pris M. le contre-amiral diplomate Rousin n'a été complettement joué.

Mais, ce n'est pas tout ; fort de cette apparente soumission à ses volontés, M. Pamiral s'est mis en tête de conclure avec le sultan, au nom de Méhémet-Ali, un traité pour la suspension des hostilités ; c'était, comme on le voit, user bien largement de cette influence que la France prétendait avoir sur le pacha d'Egypte ; néanmoins M. Rousin alla encore plus loin, il défendit presque à Ibrahim d'oser sortir de son quartier-général, sous peine de s'attirer la colère de la France !

Voilà, en effet, la première face de cette grande question politique ; et qu'est-il advenu de tout cela ? Ibrahim a répondu à l'amiral Rousin par la prise de Smyrne ; le pacha son père s'est indigné qu'on eût traité en son nom avec son ennemi, mais surtout il s'est indigné du rôle méprisable qu'on lui a fait jouer dans cette singulière transaction, et par suite il a déclaré avec cette fermeté qui convient à un homme qui sait ce qu'il veut, qu'il ne voulait point transmettre à son fils l'ordre de suspendre sa marche victorieuse. Ce que voyant, la Russie a levé le masque et a déclaré, à son tour, qu'elle voulait intervenir dans la question turco-égyptienne ; en preuve de quoi elle a donné ordre à 40,000 hommes de s'avancer vers Constantinople. C'est dans cette position que le gouvernement philippien, avec ses velléités d'intervention qu'il n'a jamais su réaliser si ce n'est en Belgique, parce qu'il y était soutenu par l'Angleterre, c'est de là cette position, disons-nous, que ce gouvernement si jaloux et si irritable, a placé la France ; certes elle serait épineuse cette position si ce gouvernement avait quelque fermeté, s'il avait quelque faible intention de faire respecter le nom français ; mais pour vous donner une idée nette de la méprisable indifférence de ce régime des d'Orléans, il suffira d'un mot : pendant que la Russie et l'Egypte font de pareilles réponses aux notes diplomatiques du cabinet des Tuileries, savez-vous à quoi s'occupe ce cabinet, lui ? A faire de vastes dispositions militaires dans Paris pour juger à la chambre des députés le rédacteur de la *Tribune* ! Si quelqu'un inprime ce fait dans un siècle où la traîtera de fou si personne n'ajoutera foi à ses paroles. Il ne faut pas moins que le courage de tous les deux qui accompagnent ordinairement une révolution pour faire que la France supporte encore pendant quelques mois un gouvernement aussi dégradé, aussi avili, et qui finirait par faire rejaillir sur le peuple la honte dans laquelle il nage comme le poisson dans l'eau.

Pour les nouvelles du reste de l'Europe, ainsi que de l'affaire turco-égyptienne, nous référons nos lecteurs aux extraits qu'ils trouveront sous le titre *extérieur*.

Nous avons promis quelques extraits des journaux reçus de Vera-Cruz ; mais ces feuilles ne contenant rien de bien important, et voulant laisser d'ailleurs plus de place aux nouvelles d'Europe, nous nous bornerons à un court sommaire de celles du Mexique.

Le président Santa-Anna est entré à Mexico le 15 mai, à 10 heures du matin, au milieu des acclamations et des démonstrations de joie de toute la population de cette grande capitale. Le *Télégraphe* de cette date annonce que le lendemain 16, le président devait prêter le serment voulu par la constitution pour entrer de suite dans l'exercice de ses fonctions. On avait ordonné pour ce jour de grands préparatifs de réjouissance.

M. Adams, négociant à Vera-Cruz, a été autorisé par le gouvernement mexicain à exercer provisoirement dans cette ville les fonctions de consul français.

Par acte de congrès, les généraux, nés espagnols, Négrète, Echaverri et Melchior Alvarez ont été dépouillés du grade qu'ils avaient conservé jusqu'ici.

Le jour de haute justice, obtenu à Mexico, ne s'est pas encore accompli de procès des ex-ministres, qui lui a été déféré par la chambre des députés.

Le congrès a aboli dans toute l'étendue de la république le monopole connu sous le nom d'*estanco* qui entravait la culture et le commerce du tabac.

M. Zavaleta, qui dans les premiers mois du règne de terreur de Bustamente était venu chercher un refuge dans notre ville, et qui maintenant siége dans la chambre des députés, a proposé à ce corps la suppression du ministère de la justice et des affaires ecclésiastiques, dont les attributions seraient réunies à celles du ministère des relations intérieures et extérieures.

EXTERIEUR.

FRANCE.

PARIS, 13 avril.

—Le procès de la *Tribune* continue à préoccuper l'opinion. On se demande dans les salons quelle liberté sera donnée à la défense, et si M. Carnignac, qui doit exposer les principes du parti que la *Tribune* représente, et M. Marrast, qui probablement justifiera par des faits l'épithète de prostituée qu'il a donnée à la chambre, seront entendus jusqu'au bout.

On assure que M. Mérilhou a vu ce matin le président de la chambre, et que M. Dupin l'a fort bien accueilli, lui promettant toute la liberté de parole que, comme avocat, il avait dû lui même réclamer des tribunaux devant lesquels il avait eu à plaider un jour.

Du reste, les mesures militaires les plus complètes sont ordonnées pour la journée de demain. Plusieurs masses qui d'après un plan dernièrement levé des rues de Paris, prêt nent des points de défense importants, seront occupées dès le matin par les forces armées. On dit notamment beaucoup de maisons avoisinant les ponts et les boulevards.

—M. Gisquet a fait notifier aujourd'hui une nouvelle défense de donner le bal annoncé depuis longtemps au profit des détenus politiques. Comme ce bal doit avoir lieu dans une maison particulière, les commissaires avaient l'intention de résister aux injonctions de la police, mais de peur de fournir un prétexte d'émeute, ils se sont décidés à employer la voie toute pacifique d'une opposition judiciaire. *Id.*

—Le préfet du Rhône a donné avis qu'un grand nombre d'ouvriers imprimeurs et autres avaient quitté Lyon pour se rendre à Paris, où ils devaient être arrivés en moment actuel. (*Ibid.*)

On a reçu aujourd'hui des dépêches de Turin qui contiennent les détails suivans :

Les bruits qui arrivent journellement ont approvisionné [illegible] ment la ville de vivres et l'armée de manœuvres [illegible] A la dernière inspection générale du maréchal S[illegible] par 14 mille hommes de troupes régul[illegible] On attend à chaque instant un renfort [illegible] de 2000 hommes.

Les dernières nouvelles portent que le roi a donné à D. Pédro [illegible] de leur enthousiasme pour sa personne. Malg[illegible] ...ez l'attaque jusqu'à l'arrivée de Soligny, qui a la tudeau [illegible]

Le maréchal Soligny et l'amiral Sartorius entendent parfaitement, et l'on peut compter sur un prochain engagement dont l'issue ne saurait être douteuse, [illegible] l'armée de D. Miguel est affaiblie chaque jour davantage par les maladies et les désertions.

—Nous avons reçu le journal la *Minerve*, [illegible] en grec moderne à Napoli de Romanie, [illegible] confirme tout ce que nous avons annoncé depuis [illegible] jours, d'après des correspondances, sur l'état prospère [illegible] lequel la Grèce semble s'avancer à grands pas depuis [illegible] arrivée du roi Othon qui vient [illegible] rendre les destinées [illegible] faire tomber les erreurs [illegible] mains des partis qui [illegible] le sein de cette contrée.

—Voici en quels termes l'*Impartial* de Besançon annonce le départ de Besançon de 400 réfugiés polonais : "Lundi matin, 8 avril, on n'a pas appris sans surprise à Besançon, que sur les 600 réfugiés polonais qui composaient le dépôt de cette ville, 400 environ, officiers et soldats, étaient partis la veille, se dirigeant sur la frontière. Les motifs de ce brusque départ, effectué dans le plus profond secret, ne sont pas jusqu'ici parfaitement connus. Nous nous abstiendrons donc de répéter tous les on dit auxquels il a donné lieu. Ce qu'il y a de certain, c'est que les émigrans ont suivi, dans le département, la route qui passe par Morre, Nancray, Alesey, Lanans, Velleroms, &c., et ont dû entrer dans le Porentruy. Aucune mésintelligence ne régnait entre les habitans de Besançon et leurs hôtes, et on ne peut attribuer la résolution des illustres proscrits qu'à des vues politiques que l'avenir fera connaître."

—De nouveaux détails nous sont parvenus sur la route suivie par les Polonais qui viennent d'entrer en Suisse. Partis de Metz, ainsi que nous l'avons dit hier, ils sont arrivés vers midi, au nombre d'environ 400, à Trevillers, après une marche forcée. A 2 heures, ils étaient entrés sur le territoire suisse. Une partie d'entr'eux portait des sabres, des épées et des pistolets. Il paraît que quelques-uns ont laissé voir des proclamations, mais les habitans de la campagne n'ont pu saisir dans quelle langue elles étaient écrites, ni à quel peuple elles étaient adressées.

" Un officier polonais avait un drapeau aux armes de la Pologne et de la Lithuanie. Ils devaient, disent-ils, le déployer après avoir passé la frontière. Parvenus sur les bords du Doubs, qui forme la frontière de France et de Suisse, ils ont été harangués en polonais par un colonel qui les commande, et sont entrés sur de la terre en Suisse, mais sans déployer leur drapeau. Ils sont allés coucher à Saregueligore.

Si l'on en croit quelques habitans de l'extrême frontière, plusieurs Polonais leur auraient dit que la Russie ayant ses forces et son attention dirigées du côté de la Turquie, ils se rendaient dans l'Allemagne méridionale pour seconder des projets de soulèvement, et que les paysans de la campagne de Bâle leur remettraient leurs armes. Ils ne peuvent guère arriver sur les bords du Rhin avant le 11.

On assure qu'on a vu entre les mains d'un de ces officiers deux sacs remplis d'or. D'ailleurs, toutes les dépenses auxquelles le voyage a donné lieu ont été payées avec exactitude, mais par chacun séparément. Cependant un grand nombre d'entre eux avaient laissé des dettes à Besançon.

Le 9 avril, à dix heures du matin, on a vu à Porentruy environ vingt officiers polonais. Ils devaient y être arrivés par le Haut Rhin, et venaient probablement de Paris. (*Nouvelliste.*)

PARIS, 14 avril.

Le corps législatif de la ville de Francfort s'est assemblé le 10 avril en séance extraordinaire pour recevoir communication d'un rapport qui lui était adressé par le sénat sur les événemens du 3. Ce rapport n'est guères que le résumé des faits déjà connus, mais il apprend que les bourguemestres avait été prévenus confidentiellement, par une lettre anonyme, dans la matinée du 3, que de troubles pourraient éclater dans la soirée. Après une courte discussion relative aux mesures qui [illegible] adoptées, le corps législatif les a approuvées et promis au sénat sa coopération à tout ce qui serait jugé utile au maintien de l'ordre, attendant les communications qui lui seraient faites dans ce but.

Du reste, on annonce déjà des résolutions énergiques de la part de la diète germanique pour rendre impossible le renouvellement des attaques des factieux contre l'ordre actuel en Allemagne. S'il faut en croire les rapports recueillis à diverses sources, et dont nous avons déjà parlé ces jours passés, ces mesures ne seraient pas dénuées de motifs, et le coup de main tenté sans succès le 3, ne serait, en effet, comme nos renseignements nous l'avaient déjà fait dire, que l'essai de l'exécution d'un plan dont les ramifications s'étendent au loin.

De nouveaux faits viennent encore à l'appui de cette opinion. Dans la nuit du 9 au 10, une tentative pareille avait été dirigée sur le magasin à poudre qui est à proximité de Francfort, et il paraît que les assaillans se sont retirés parce qu'ils ont craint que l'alarme ne fût donnée par la sentinelle qui avait fait feu sur eux. On prétend avoir vu, en même temps, des signaux allumés sur la sommet du Taunus. D'un autre côté, nos *frères et amis* de Paris ne font plus même mystère de la connaissance anticipée qu'ils avaient du mouvement qui devait éclater le 3, et quelques-uns soit venu déclarer à la tribune que les Polonais sont spontanément de France, n'avaient d'autres desseins que d'aller se créer une existence indépendante en Suisse, il est bien avéré que le but de leur émigration est précisément les contrées de l'Allemagne voisines du théâtre des premiers désordres. (*Extrait d'une feuille ministérielle.*)

—La *Gazette extraordinaire* de Madrid, apportée hier soir à Paris par un courrier de cabinet, contient deux décrets fort importans signés le 4 par Ferdinand. Le premier ordonne que les cortès du royaume prêteront serment à l'infante doña Maria-Elisabeth-Louise, fille aînée du roi, à titre d'héritière du trône, à défaut d'enfant mâle, et que l'acte solennel de ce serment et hommage aît lieu le 20 juin prochain dans l'église du monastère de Saint-Jérôme. Le second fixe au 20 juin le jour de la prestation de serment par les députations de villes et cités, lesquelles députations se réuniront à Madrid à cet effet. (*Ibid.*)

—On écrit de Rome que notre ambassadeur, M. le marquis de Latour Maubourg, n'a pas voulu (suivant l'usage), lors de sa première visite, baiser le pied du saint père. (*Ibid.*)

—Nous apprenons que quelques Polonais qui, depuis long-temps, résidaient dans notre capitale, ayant eu connaissance du départ de leurs compatriotes qui se trouvaient dans l'Est, ont quitté spontanément Paris pour aller les rejoindre. (*Ibid.*)

—On ne connaissait que le fait du refus de Méhémet-Ali aux injonctions qui lui ont été envoyées par l'amiral Rousin. Le *Globe* publie le texte même de la réponse du pacha. Cette pièce, si toutefois elle est exacte, comme nous avons lieu de le croire, est très-curieuse. Le vice-roi s'y exprime avec une fermeté qui honore son caractère. Il repousse les conditions humiliantes qu'on voulait lui faire subir, et déclare qu'il aimerait mieux périr avec gloire que régner au prix de la honte. Il y a plus d'un souverain en Europe qui ne pourrait tenir sérieusement un pareil langage. Le pacha ne croit point du reste que la France et l'Angleterre puissent vouloir son abaissement. Cette insinuation n'est pas sans portée politique. Une autre chose remarquable de sa lettre, c'est le passage où il rappelle que s'il manquait de modération, il pourrait soulever toute l'Asie-Mineure et la Roumélie. Ce n'est point là une vaine menace. Il lui suffisait de faire entendre ce cri qui retentirait dans le cœur de tout Musulman : *Le sultan est mécontent!* Depuis l'entrée d'une cacadre russe dans le Bosphore, Méhémet aurait surtout beau jeu pour appeler toutes les populations à la révolte.

Voici la traduction exacte de la lettre que rapporte le *Globe* :

" Monsieur l'ambassadeur, j'ai reçu votre dépêche en date du 21 février, laquelle m'a été remise par votre premier aide-de-camp.

" Sans cette dépêche, vous m'objectes que je n'ai pas le droit de réclamer d'autres territoires que ceux de Saint-Jean-d'Acre, de Jérusalem, de Naplouse et de Tripoli en Syrie, et qu'en conséquence je dois retirer immédiatement mon armée ; vous déclarez qu'en cas de refus, je dois m'attendre aux plus sérieuses conséquences. Votre aide-de-camp, par suite des instructions que vous lui avez données, a ajouté verbalement que si je persistais dans mes prétentions, une flotte combinée anglaise et française paraîtrait devant les côtes d'Egypte.

" De grâce, monsieur l'ambassadeur, en vertu de quel droit exigerez-vous de moi un semblable sacrifice ?

" J'ai pour moi la nation toute entière ; il ne tiendrait qu'à moi de soulever la Roumélie et l'Anatolie. Avec l'assistance de ma nation je puis faire encore davantage. Maître de tant de contrées, victorieux sur tous les points, quand déjà l'opinion publique me promettait la possession de la Syrie toute entière, j'ai retardé la marche de mes troupes uniquement pour épargner une inutile effusion de sang, et me donner le temps de consulter les dispositions de la politique européenne ; et pour prix de cette modération et des nombreux sacrifices faits par ma nation, dont le général appui m'a mis en état de remporter tant de victoires signalées, on me demande maintenant d'abandonner le pays que j'occupe en ce moment, et de retirer mon armée dans une petite province que vous appelez pachalick d'Acre, par prononcer contre moi une sentence de mort politique !

" Cependant j'ai la confiance que la France et l'Angleterre ne refuseront pas de me rendre justice, et de reconnaître mes droits, leur honneur y est intéressé. Mais si malheureusement je me trompe dans cette espérance, je m'en remettrai avec la volonté de Dieu, et préférant une mort glorieuse à l'ignominie, je succomberai avec joie à la cause de ma nation, soutenu de la garde jusqu'à mon dernier soupir. Telle est ma résolution bien arrêtée et l'histoire offre plus d'un exemple d'une pareille résolution.

" Quoi qu'il arrive, j'emploierai vos V. Exc. reconnaître, je justifie de mes droits, et appuierai l'interprétation que j'en donne. Telle est ma réponse, que vous voudrez bien faire, par écrit, à Halil-Pacha, par l'intermédiaire de votre premier aide-de-camp.

" Signé Méhémet-Ali, pacha d'Egypte.

" Le susdit est conforme à S. Exc. le baron Roussin, ambassadeur de France près la sublime Porte.

Alexandrie, 8 mars 1833.

—Les réponses dilatoires du roi Guillaume sont sur un point d'amener un résultat auquel il est loin de s'attendre si l'on en croit les bruits de bonne source. Il ne signera pas moins un engagement que l'on reprendra de concert avec l'Angleterre, une expédition [illegible] l'embouchure de l'Escaut, mais bien contre l'île de Java.

Nous sommes loin de garantir cette nouvelle, mais nous [illegible] expédition

—Outre dans le *Précurseur de Lyon*, du 3 avril :

"Un fait curieux, et qui est assez grave, s'est passé ces jours derniers à Lyon. Un jeune dragon qui se trouvait à l'hôpital, est enlevé de son lit comme mort et transporté au dépôt des vieillards où il fut jeté avec les morts de la veille. Il y resta quelque temps, le jeune soldat, qui est d'une constitution athlétique, se réveilla sous une impression de froid assez désagréable pour lui faire jeter d'effroyables jurements. Jugez combien de surprise on éprouva en se trouver au milieu de tant de cadavres, et surtout il fut de mort ! J'affirme a été chaude ! Il se relève enfin, et alla se prendre sa place à l'hôpital, d'où il est parti depuis plein de vie et de santé."

— Une femme de Cambray est accouchée, le 8 de ce mois, d'un enfant mort, et d'une [illegible] monstrueux : il n'a qu'un œil ; une espèce de bec de lièvre lui tient lieu de bouche, il a sept doigts à chaque main ; ses pieds se trouvent à la naissance des jambes et ont également chacun sept doigts. Conservé par les soins de M. Ruelle, [illegible] cien, ce phénomène doit enrichir prochainement le musée de la ville.

ANGLETERRE.

LONDRES, 12 avril.

—On lit dans le *Globe and Traveller* :

Nous avons publié hier une lettre de Mahemed-Ali, dont chacun a pu remarquer le style élégant, la tournure polie, et que pour ce motif nous avons été tenté d'attribuer à une plume française ; on voici une autre au contraire où le caractère égyptien se montre seul et sans mélange. C'est la copie d'une circulaire confidentielle imprimée, adressée aux chefs de tous les districts, datée d'Alexandrie des derniers jours de Ramadan (19 février 1833.) Elle est conçue en ces termes.

"Je t'avais déjà ordonné de m'envoyer le montant de la contribution pour le mois dernier ; cependant elle ne m'est point parvenue. Ramadan touche à sa fin, et j'attends encore ; ce délai me prouve clairement que tu en as été négligent et un âne, puisque tu n'as pas encore pu comprendre combien il est urgent que je reçoive promptement l'argent qui m'est dû. Je t'envoie un tel (le nom du messager) ; aie soin, dès qu'il sera arrivé, de ne pas le faire attendre, et de lui remettre sur-le-champ le montant des contributions pour le mois qui vient de s'écouler. Si tu ne l'exécutes pas promptement, tu peux être sûr, dès que j'en aurai été informé, que je te traiterai de la belle manière. Tu seras échappé.

Signé (L. S.) MEHEMED-ALI."

RUSSIE.

ODESSA, 19 mars.

"L'escadre du contre-amiral Kunitsy est arrivé dans notre rade, et a jeté l'ancre à deux heures de l'après-midi devant la ville. Elle est composée des vaisseaux suivans :

L'*Impératrice-Marie*,	vaisseau-amiral, de	80	canons.
Le *Parmen*,	"	74	"
L'*Amirinople*,	"	84	"
Le *Tenedos*,	"	60	"
Le *Langeron*,	vaisseau de transport.		

Le tems était très beau hier, et toute la population d'Odessa s'était portée sur les boulevards pour voir l'entrée des vaisseaux. (*Gaz d'Etat de Prusse.*)

ALLEMAGNE.

FRANCFORT-SUR-LE MEIN, 9 avril.

Il est impossible de préciser encore le nombre des individus arrêtés comme compromis dans l'affaire du 3 ; mais ce nombre doit être considérable, car non seulement les prisons ordinaires sont remplies de détenus, mais il y en a en outre, dans la tour dont on a fait il y a quelques mois une maison d'arrêt, et dans la prison civile. Darmstad nous a livré le plus grand nombre d'individus arrêtés, il en est arrivé quelques-uns du duché de Nassau ; mais la Hesse électorale ne nous en a pas encore envoyé : on en conduit que la plus grande partie des fuyards s'est dirigée vers le Rhin. Il est inconcevable qu'ils n'aient pas pris le chemin d'Oppenhaim, par Grossgeran, qui était le plus sûr. On dit que la troupe des paysans, qui s'est présentée aux portes de la ville, lorsque le combat était déjà terminé, était composée en grande partie d'habitans de Bonames, qui appartient au territoire de Francfort. On raconte, au sujet de ces paysans et des motifs qui les ont déterminés, une anecdote qui, si elle était vraie, répandrait une grande lumière sur l'événement. Un particulier qui habite Bonames, où il a des propriétés, rencontra par hasard la troupe sur son passage. Ayant demandé au chef le motif de cette conduite extraordinaire, on lui répondit : Nous recevons, par homme [illegible] florin 30 creutz (environ 3 fr.), et pour cela nous pouvons bien faire quelque chose.

Cette nuit, une forte division des soldats de la ligne s'est rendue à Bonames pour y chercher les individus arrêtés. Nous apprenons que le but n'a pas été atteint, car sur 21 individus arrêtés, 11 se sont échappés. On ne sait rien du résultat de l'instruction, mais il paraît que les conjurés voulaient régénérer l'Allemagne, en rétablissant l'unité nationale. On dit aussi que l'instruction criminelle sera continuée à Mayence, que les individus arrêtés y seront transportés, et qu'une commission de la diète la dirigera. Cependant, comme le crime a été commis à Francfort, on ne peut priver les autorités locales du droit de diriger l'instruction, d'autant plus que ces autorités se font de cette affaire une sorte de point d'honneur.

PRUSSE.

BERLIN, 4 avril.

On dit que la diplomatie germanique agit avec beaucoup d'énergie pour empêcher une troisième promenade militaire de la France en Belgique, et il serait possible qu'en lieu d'une armée prussienne de la Meuse une armée allemande fût mise en pied. En attendant, l'opiniâtreté du roi de Hollande a exercé une influence fâcheuse sur les esprits qui étaient d'abord favorablement disposés pour lui. Le résultat des collectes faites pour élever un monument à la mémoire de Van-Speck, a mis en lumière l'esprit public et fourni la preuve que jamais la cause de la Hollande ne devoudra une cause nationale pour l'Allemagne et pour la Prusse. Depuis dix-huit années, le commerce de l'Allemagne a beaucoup souffert par suite de la conduite de la Hollande, au sujet de la libre navigation du Rhin, et n'aurait-il pas pu être à propos de profiter des circonstances favorables pour mettre un terme à cette longue contestation avec l'appui de la France et de l'Angleterre. Depuis quelques jours, on parle de la promulgation d'une loi générale sur la presse par la diète germanique, mais on en ignore le contenu.

Correspondant de Nuremberg.

—On a dit hier à 2½ heures de l'après-midi, M. JEAN-JACQUES-TOURNADE DE STE. COLOMBE. Ses amis et connaissances sont invités à assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à 3 heures de l'après-midi. Son corps est exposé chez lui, rue Royale, entre Urseline et Hôpital. De la part de sa famille.

—Décédée hier soir, à 6 heures, Mademoiselle *Josephine-Adèle* BONNEVAL. Ses funérailles auront lieu aujourd'hui à 4 heures et demie. Son corps est exposé rue Dumaine, entre Bourbon et Dauphine.

Liste Maritime.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

ARRIVÉES.

Brick Mary Cole, Small, Boston, L H Gale.
Goël. Murgan, Glôra, Matagorda, J W Zacharie & co.

ARRIVES.

Bateau de remorque Shark, ayant mis en mer le navire Intrinsic, la barque Jane et le brick Napoléon—il a amené dans le port les navires Warsaw et Napier. En dehors de la barre, les navires Bronda et Dublin-Packet, brick Batchelor, goélettes Mary et Brancas et une autre, inconnue.

Navire Warsaw, Drew, de Havre, à I. Ogden & co. avec un chargement à J. E. Joly, Quertier et Boutin, Vve. Dupas, L. Millandon, Turner & co, D Aibe, Chiéz, Forstall & co, P Dangiade, A et J Desmeiroun et co, M. Leiris, T. Nicolet et co, M Meroo, S Prudhel, E Johns et co, Mathieu, Cruzer et co, Bindel frères et co, Lisardi frères, J A Epsie et co, au capitaine.—149 passagers.

Navire Napier, de Baltimore.
Navire Dublin-Packet, de Pherson, de Marseille.
Navire Brenda, Covington, de Rotterdam.
Goël. Numa, Raxica, de Campêche.
Bateau à vapeur Crescent, de Louisville.

1000 BARRIQUES VIN de Marseille à vendre par
4 juin J. MAGER.

TRAITES SUR FRANCE, à vendre par
4 juin J. MAGER.

TRAITES sur New-York et Paris, à vendre par
4 juin TH. NICOLET & Co.

TIR-AU-PISTOLET.

Sur le bord du Lac, près du chemin-à-coulisse, en allant à la Tour.

LES amateurs de ce genre de plaisir en développement l'intérêt, sont prévenus qu'un établissement où ils pourront s'exercer à leur aise vient d'être ouvert à la place ci-dessus désignée.

On a tâché de ne rien négliger, tant quant au choix des armes que dans les dispositions de l'établissement, pour que les personnes qui l'honoreront de leur présence soient satisfaites.

L'établissement sera ouvert aux personnes de couleur, les lundis et vendredis de chaque semaine. 4 juin.

LE soussigné curateur à la succession de Julien Tocanne, a l'honneur d'avertir ceux qui peuvent avoir des réclamations à faire contre la dite succession de présenter leurs titres, également ceux qui doivent en être saisis entre les mains de

ANTOINE VIGNARD,
4 juin—3 15j. rue Bourbon, près de la rue de l'Hôpital.

LANCIERS D'ORLEANS.

Compagnie monte à cheval, dimanche prochain 9 du courant, à 6 heures du matin, et se réunira sur la place Lafayette ; équipement complet, sans lances et sans d'été.

Par ordre du capitaine commandant.
X. LECOURT de BILLOT,
4 juin major chef de [illegible]

EN débarquement du navire le Jeune Gaston, venant de Bordeaux, 40 barriques vin rouge vieux, bon ordinaire, à vendre par
20 mai J. B. & F. LABATUT.

BOTTLES.—Porter and wine bottles in store for sale by [illegible]
[illegible] 23] BOOTH & CO.

CHROMATROPE.

TEMPLE D'ILLUSION OU COSMORAMA DU VOYAGEUR.

Rue Royale, près de la rue St. Louis.

Rentrée de S. M. Louis-Philippe, famille de Bonaparte, exercices de funambules, les nièces de César en Gaule, sujet tiré des Martyres, ses exploits, son esprit, sa jolie cage originale, Genève en Suisse, Paris, Athènes, un combat à la Rochelle, Smyrne, une Marine, effet de nuit, un naufrage, un changement de décorations sur la mer, un régiment de chasseurs sur la place Carrousel, &c.

Le Cosmorama est ouvert tous les jours, depuis 6 heures du soir jusqu'à 10. Les jours où le soleil paraît, et qu'il fait beau, il est visible de la journée, depuis 10 heures du matin jusqu'au soir jusqu'à 10 soirées. 4 juin—1m

ÉGARÉ.—Un cheval rouge clair avec quelques petites taches [illegible] entre, mais peu [illegible] haut de 4 pieds 6 à 8 pouces, [illegible] mal à l'œil droit et [illegible] peu de [illegible] environ 8 à 10 ans. Une récompense [illegible] la personne qui le ramènera [illegible] Pierre, ou à M. [illegible]
TOLLIANO & LEGENDRE.

JOURNAL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE,
Nouvelle-Orléans, le 1er juin 1833.

IL est par [illegible] dans la convocation [illegible] divers essaims [illegible] annuaire de cette institution, n'ayant pas été [illegible] dernière réunion s'est tant dissoute sans fixer de [illegible] une nouvelle, la direction a décidé qu'il y aurait [illegible] nouvelle assemblée [illegible] extraordinaires, mercredi, 5 du courant, à cinq heures après-midi, à la Banque ; on invite messieurs les [illegible] saires à ne pas manquer de s'y rendre.

Par ordre de la direction.
3 juin—3 RICHARD RELF, *caissier.*

LES soussignés ont reçu par le brick Atlas, un [illegible] assortiment de verres de Baltimore de toutes grandeurs, qu'ils offrent en vente.
3 juin A. QUERTIER & BOUTIN.

BORAX.—25 barriques Borax raffiné, récemment reçue de Liverpool, à vendre par
3 juin THOMSON & GRANT, rue de la Levée, no. 41

FOIN.—Selle débarquement du brick Dasher, de New-York, 260 balles Foin supérieur, à vendre par
3 juin THOMSON & GRANT, rue de la Levée, no. 41

L. C. Hutchinson agent de Isaac T. Preston vs. James Hondley, L. C. Hutchinson agent de T. W. Carsten vs. le même, James Wright vs. le même.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressés par l'hon. B. Beauregard, juge conseiller de la cour de cité, Pentoserai en vente mardi, 14 juin, à midi, à Pencoignure [illegible] rue St. Louis et Chartres, un cheval alezan, saisis dans l'affaire ci-dessus.
3 juin L. DAUNOY, marshal.

R. Bonnaugh vs. R. Sawyer.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'hon. P. Smith juge conseiller de la cour de cité de la Nouvelle-Orléans, j'exposera en vente, samedi, 15 juin à 5 heures, P. M. les meubles meublants le café dans la rue Tchoupitoulas, No. 122, saisis dans l'affaire ci-dessus.
3 juin L. DAUNOY, marshal.

COUR DES PREUVES.—Vente par le Régister des Testaments.—Vendredi, 5 juillet 1833 ; j'exposerai en vente, à la Bourse, pour compte de la succession de feu John Jackson, une négresse nommée Polly, âgée d'environ 21 ans.

Conditions de la vente : 6 et 12 mois de crédit, en billets endossés à satisfaction et portant hypothèque spéciale.

Par ordre de la cour,
3 juin W. F. C. DUPLESSIS, *régr.*

COUR DES PREUVES.—*Vente par le Régister des Testaments.*—Vendredi, 5 juillet 1833, j'exposerai en vente à la Bourse, une mulâtresse nommée Ellen, âgée d'environ 25 ans, appartenant à la succession de feu Thomas C. Dawson.

Conditions de la vente—6 mois de crédit, en un billet endossé à satisfaction, et portant hypothèque spéciale.

Par ordre de la cour,
3 juin W. F. C. DUPLESSIS, *régister.*

COUR DES PREUVES—*Vente par le register des Testaments.*—Vendredi, 14 juin 1833, à dix heures du matin, il sera vendu dans la rue du Canal, No. 34, pour compte de la succession de feu John Penrice, un grand assortiment de caractères d'imprimerie, presses &c. composant l'établissement connu sous le nom de Louisiana Advertiser.

Conditions de la vente—L'imprimerie sera vendue en un seul lot, l'acquéreur s'obligeant à payer trois billets, remis par le défunt John Penrice à Peter K. Wagner, dont un de $1000 payable le 4 juin 1834, un de $333 33/000 payable à 4 et 8 mois, à dater du jour de la vente, en billets endossés à satisfaction.

Par ordre de la cour.
3 juin W. F. C. DUPLESSIS, register.

COUR DES PREUVES.—Attendu que Carrière & Bordurant ont présenté une pétition à l'effet d'obtenir des lettres de curatelle à la succession de feu Etienne Tourny, Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire sous dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour,
3 juin W. F. C. DUPLESSIS, *régister.*

IL a été conduit à la geole de la paroisse Jefferson, les esclaves suivants, savoir :

Sally, négresse appartenant à Mme. Holliday, de la paroisse Jefferson.

Marrara, négresse appartenant à M. Rashall, de la Nouvelle-Orléans.

Eden, négresse appartenant à M. Carlin, de la Nouvelle-Orléans.

Silve, mulâtresse appartenant à M. Pages, de la Nouvelle-Orléans.

Cyprien, nègre appartenant à M. Aimée, habitant de St. Jacques.

3 juin VICTOR PICAUD, *geolier.*

MAIRIE DE LA NLLE.-ORLEANS.

LE cours de la farine fraîche est aujourd'hui [illegible] par baril ; d'après le tarif, les boulangers [illegible] ner pendant la semaine prochaine, (à partir [illegible] onces de pain pour un escalin.

M. GAINS, *AVOCAT*, Natchez, Mississippi.
1 juin—1m.

TRAITES sur Paris, à vendre
1er juin FR. PERRET, 59, [illegible]

LE soussigné étant sur son départ, laisse sa [illegible] tion à son frère P. O. Sorbé, qui le représentera durant son absence.
1er juin P. E. SO[illegible]

AVIS.—La maison P. E. & O. Sorbé est d'un commun accord, à dater de ce jour, [illegible] départ de M. P. E. Sorbé. P. O. Sorbé est [illegible] liquidation des affaires de cette société.
1er juin

LE soussigné ayant donné [illegible] continuera le même genre [illegible]
1er juin

EN débarquement, 20 [illegible] graines de lin, et à vendre
31 mai H. [illegible]

UN ingénieur civil qui a été [illegible] état en Europe, a l'honneur [illegible] public, il fera immédiatement, [illegible] espèce de dessins qui lui seront [illegible] tations, de terrains, de maisons, d'usines, [illegible] fabriques en tout genre ; telles que briqueterie et boulangerie mécanique, huileries de graines de coton, usines à [illegible] &c., dessins de toute espèce de machines, machines hydrauliques pour desséchement de marais, ou distribution d'eau dans les villes, suivant les dernières améliorations les plus nouvelles ; machines à percer le bois et la terre, à moudre les briques, à battre les pilotis par le vapeur, &c. &c.

Il fera pour M. les entrepreneurs de maisons, à des prix très-modérés, les plans, cubages, et devis, qu'ils voudront lui confier.

S'adresser à Mr. Marmé, à la Bourse de Hewlett, rue St. Louis, No. 46, au [illegible]
31 mai—8

LE soussigné prévient le public [illegible] ces com